

Préface

Si l'histoire est le guide de l'homo viator et des sociétés en chemin, et si la société belge plus que d'autres peut-être est à la recherche de son chemin il est temps de faire « l'histoire de l'actualité ». La société belge a besoin de se connaître afin de pouvoir mieux se comprendre et de choisir valablement sa voie. Une des données les plus importantes et malheureusement la moins connue est la situation politique présente de la société belge.

Aussi bien d'après les idéologies dominantes que d'après la formulation des problèmes le politique a d'importantes fonctions d'orientation et de décision. Dans la deuxième moitié du vingtième siècle, le politique est l'organisation consciente de presque toutes les fonctions sociétales. Or l'étude du politique en Belgique est mise en veilleuse. Pour ne donner que deux exemples, concernant son infrastructure : en 1965, le potentiel scientifique du royaume se chiffrait à 6.632 unités, dont 10 pour la science politique, soit un pourcentage de 0,15 %, alors que la biologie comptait 821 unités, l'économie 358, l'histoire et l'archéologie 255 et la psychologie 200 unités ; d'autre part, l'Annuaire statistique de la Belgique de 1975 contient quelque 800 pages de statistiques, dont 12 relatives à la politique (et celles-là limitées aux seules élections). Doit-on en déduire que la Belgique n'attache qu'une attention marginale à l'étude scientifique de sa politique ?

Quoique les conditions soient loin d'être optimales, les quelques centres de science politique que compte la Belgique s'emploient à aller à contre-courant et à fixer des points de repère stables à cette société en marche.

En étudiant l'actualité, la science politique, dont l'objet est le politique, mais pas nécessairement dans son aspect actuel et immédiat, se rend la tâche doublement difficile. Mais, consciente des fonctions sociétales que la science doit prendre en charge, la science politique a délibérément opté pour cette approche actuelle de son objet.

Telle est aussi l'orientation qui se trouve à la base des Années politiques, que l'Institut Belge de Science Politique compte parmi ses préoccupations. L'Institut est pleinement conscient des marques qu'ont imposé à l'œuvre la difficulté de la besogne et les difficiles conditions matérielles dans lesquelles le travail a dû être effectué. Une première série d'Années politiques a été mise en chantier vers la fin des années

soixante*. Cette série a pris fin en 1971. Le présent volume inaugure une nouvelle série. Elle se distingue de la première par le moment de parution essentiellement : moins d'une demi-année après la fin de l'année étudiée. De cette façon la nouvelle série « colle » à l'actualité plus que la précédente. La rapidité de parution rend l'utilisation de cette Année politique plus actuelle. La rédaction espère augmenter par là son audience.

Cette parution rapide a des conséquences négatives évidentes. Pour n'en mentionner que deux : pour les auteurs, un recul moins important, et pour la rédaction, une situation de dépendance vis-à-vis de la bonne volonté des auteurs. L'année à peine écoulée, l'auteur doit en tirer les grandes lignes, en faire une synthèse, et ce d'après les normes de l'approche scientifique. A ce rythme, seuls des auteurs spécialisés dans les sujets traités peuvent accomplir cette tâche. C'est pourquoi il est du devoir, comme de la ferme volonté de la rédaction, de faire appel à des auteurs renommés pour leurs connaissances des sujets. Mais même les autorités sollicitées aimeraient avoir plus de recul pour traiter leur sujet. Au bout d'un an ou deux ans, de nouvelles informations, de nouveaux faits, de nouveaux développements peuvent se produire, éclairant parfois des indices difficiles à interpréter auparavant, changeant parfois l'orientation des choses. Malgré tous les efforts et toute l'intelligence déployée, la prospective n'est pas facile, et de surcroît ne fait pas partie du projet strict de l'entreprise.

Si des auteurs qui ont accepté de traiter un sujet se désistent ultérieurement, le temps manque pour le confier à un autre auteur. Dans l'Année politique 1976, c'est le cas pour trois sujets : la crise économique, la politique monétaire et la politique en matière d'enseignement et d'éducation. La rédaction regrette ces lacunes. Dans la mesure où l'actualité politique de 1977 donnera matière à traiter dans ces mêmes sujets (ce qui apparemment est déjà le cas pour la crise économique) la série pourra rattraper cette lacune dans la prochaine édition. L'ambition de la rédaction est en effet d'en faire une série.

* Publications de la première série d'années politiques

Année politique 1967. Chronologie et documents. In : Res Publica, 1969 (XI), n° 5, pp. 821-974.

Année politique 68. Bruxelles, IBSP, s.d. (1970), 421 p.

Belgische Politiek in '68. Feiten, houdingen en mensen in politiek perspectief gesteld door 9 deskundigen tegen de achtergrond van het kronologisch tijdsgebeuren. Brussel, BIWP, z.d. (1970), 421 blz.

Politique belge 1969 Belgische politiek. Bruxelles-Brussel, IBSP-BIWP s.d. (1972), 437 p.

Année politique belge 1970-1971 Belgisch politiek jaarboek. In : Res Publica, 1973 (XV), n° 5, pp. 837-1041.

